

Comptes rendus

Table ronde

La Tunisie. Révolution imprévue ?

Une table ronde sur le thème : *La Tunisie Révolution imprévue ?* s'est tenue à l'Institut d'études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM) le 11 février 2011, modérée par Bernard Heyberger, directeur de l'IISMM. Les participants étaient Jean-Philippe Bras, professeur de droit public à l'Université de Rouen, ancien directeur de l'IRMC à Tunis, Eric Gobe, chargé de recherche au CNRS, IREMAM, responsable scientifique de *L'Année du Maghreb*, Amin Allal, doctorant en sciences politiques, IEP Aix en Provence. [J. Dakhli, historienne et anthropologue, EHES, n'a pas souhaité communiquer son texte]. Les intervenants ont développé leur réflexion sur les deux thèmes suivants :

1. La révolution était-elle vraiment imprévue?
2. Avons-nous les outils pour comprendre ce qui se passe ?

Éric Gobe appelle à éviter la tentation du prophétisme face à la situation que connaît la Tunisie. Des enquêtes récentes qu'il a effectuées avec Vincent Geisser et Larbi Chouikha sur les avocats, montrent que ce corps constitue une enclave démocratique en Tunisie. A l'instar de ce qui s'est fait ailleurs, les auteurs ont essayé de découvrir des indices de « la force de désobéissance ». D'autres travaux ont plutôt insisté sur une configuration d'accommodement négocié, dans laquelle aucun scénario de désobéissance n'était possible.

En 2008, l'affaire du bassin minier de Gafsa a duré six mois, marquant « des fissures dans la maison Tunisie ». Au cours de cette crise, la question de la succession du président est évoquée ; des rumeurs circulent sur la maladie de Ben Ali et on évoque une succession par sa femme ou un autre membre du clan Trabelsi. Cette perspective est considérée avec terreur par toutes les classes sociales et le caractère illégitime de cette succession apparaît évident. Les articles de *L'Année du Maghreb* (Michel Camau, Vincent Geisser, Larbi Chouikha et Éric Gobe) montrent qu'on sentait que « quelque chose allait se passer ». Par ailleurs et en observant le terrain lors des élections au sein du Conseil des avocats à Tunis, il était évident que la question de la pérennisation du régime se posait.

COMPTES RENDUS

Pour Amin Allal, le chercheur en sciences sociales ne peut pas prévoir, au mieux peut-il rendre intelligible *a posteriori* des réalités sociales. Concernant le traitement de la situation politique autoritaire tunisienne la bonne question serait plutôt : pourquoi les chercheurs ne se sont pas davantage intéressés aux actions collectives protestataires qu'a connues le pays depuis 2008 ? Les difficultés pour réaliser une enquête mais aussi un tropisme tunisois expliquent cette carence.

Loin du littoral développé (de Bizerte à Sfax), l'étude depuis 2006 sur le bassin minier de Gafsa, situé au cœur de la Tunisie de « l'intérieur » a montré l'étendue du décalage entre les mots et les réalités de « Tunis » et celles du Sud Ouest. A Gafsa, le mythe du « miracle économique » et celui de la condition des femmes tunisiennes par exemple n'avaient pas cours, comme il n'est pas non plus question de « révolution de jasmin » aujourd'hui.

A partir du 6 janvier 2008, suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), des habitants des principaux villages et villes de la région du Sud Ouest Tunisien, se sont massivement engagés dans une série d'actions de protestation qui ont duré six mois, abouti à des centaines d'emprisonnement et fait des dizaines de blessés et trois morts. La dénonciation du mode népotique d'attribution des postes de la CPG avait fourni le prétexte à un rassemblement massif de chômeurs (diplômés ou non), de leurs familles, en bref de « militants » *ad hoc* de tous bords. Dans la région de Gafsa ce ne sont pas des ouvriers comme il a été parfois abusivement dit mais bien des jeunes pour la plupart sans emploi qui se mobilisent.

L'analyse de ces actions protestataires donne des indications sur les révoltes qui vont lui succéder : un registre de dénonciation contre la corruption, une détermination contre la fatalité du chômage, une mobilisation surtout de jeunes déclassés et une action collective peu institutionnalisée, en tout cas en décalage avec la classe politique d'opposition et la direction de la Centrale syndicale. Les autres régions qui connaissent des mobilisations importantes en 2010 (à Benguerdane dans le Sud-est à la frontière libyenne, au Centre-ouest à El Kasserine et dans la région agricole de Sidi Bouzid) sont également très touchées par le chômage et le déclassement des jeunes générations. Ce sont ces multitudes de groupes marginalisés des régions paupérisées qui commencent à se rendre visibles au cours de ce moment révolutionnaire à partir de mi décembre 2010.

Le poids de jeunes générations dans les mobilisations est aussi un facteur important dans les semaines décisives qui vont mener à la fuite de Ben Ali.

COMPTES RENDUS

Ces jeunes ne sont pas liés aux partis, syndicats et organisations de l'opposition, pour autant leur apolitisme est à relativiser.

Jean-Philippe Bras revient sur la surprise exprimée par les acteurs publics nationaux et internationaux qui ont dit avoir été totalement pris au dépourvu par la situation. Or, les éléments d'information qui permettaient de ne pas écarter ce scénario étaient à leur disposition. Les signaux d'alarmes étaient nombreux et, à titre d'exemple, les contributions au dernier numéro de *l'Année du Maghreb* (Éditions du CNRS), les avaient pointés avec beaucoup de pertinence. Cela conduit à s'interroger sur la manière dont les politiques publiques prennent en compte les travaux des chercheurs spécialistes de la région.

Ce qui pourrait à l'inverse paraître le plus surprenant, c'est la longévité du régime de Ben Ali. Le 7 novembre 1987, Ben Ali accède au pouvoir en vue de sauvegarder la paix publique. La sénilité de Bourguiba, ses décisions imprévisibles et changeantes, notamment dans le cadre des procès des islamistes, mettent la nation en péril. En 1978 et en 1984, des émeutes très meurtrières avaient laissé un traumatisme durable dans la population et à ce titre, le thème de l'ordre public était une ressource de légitimité particulièrement importante. Ordre et prospérité, pourrait-on dire, puisque le *benalisme* va s'inscrire dans un scénario de croissance régulière et de répartition (relative) de ses fruits, la population bénéficiant tant bien que mal d'un retour de la richesse ; le président tirant, lui, les fruits symboliques de cette répartition et clientélisant les populations défavorisées, à travers le fameux 26-26 (fonds de solidarité présidentiel). Est venu s'ajouter, parmi les éléments de consolidation du régime, un effet d'aubaine avec les attentats du 11 septembre qui ont eu pour conséquence la mise en place d'une législation anti-terroriste permettant de réprimer les oppositions, sous l'œil bienveillant des puissances occidentales, sans parler des effets combinés de la décennie de plomb algérienne.

Tous ces éléments constituaient un capital pour Ben Ali, mais ce capital a été consommé. Le système fonctionnait sur la redistribution, mais le problème est venu de la prédation... qui est une forme concurrente de la redistribution. L'alourdissement du coût des appareils sécuritaires (loi inéluctable des régimes autoritaires), la frénésie prédatrice des entourages, n'étaient un secret pour personne dès le début des années 2000. Certes, on n'en parlait pas publiquement... De ce point de vue, la crise économique de 2008 a aggravé l'effet de ciseau, en entraînant la chute du taux de croissance. La redistribution a décliné alors que la prédation continuait d'augmenter, ce qui rendait cette dernière encore plus insupportable. Les classes populaires étaient touchées, mais aussi les classes moyennes, dans

COMPTES RENDUS

un système fonctionnant sur le consumérisme à outrance. Par ailleurs, c'est aussi au début des années 2000 que l'on voit les bacheliers entrer en masse à l'Université, qui n'est pas prête à les accueillir. La perte de sélectivité du baccalauréat (décidée de manière autoritaire) se combine avec l'arrivée des cohortes à la démographie la plus nombreuse. On se trouve alors dans un système ingérable, qui délivre des diplômés dévalorisés, et s'appuie sur des enseignants formés dans l'urgence. Et, dans le même temps, les attentes économiques... et politiques de ces nouveaux diplômés vont croissant. Alors pourquoi la chute ? Était-elle imprévisible ?

La France et l'Union européenne ont été d'autant plus prises à défaut qu'elles n'avaient pas une politique équilibrée avec les oppositions, à la différence des États-Unis qui ont adopté une position plus balancée, ainsi que de la Grande Bretagne. Pourquoi cette erreur de la France ? On a pu observer de grandes variations des pratiques diplomatiques selon les ambassadeurs, dont certains ont fait un travail d'information sérieux auprès des opposants. Dans le même temps, le paradigme sécuritaire a pris une dimension de plus en plus importante, constituant la situation intérieure du pays en point aveugle.

Selon Éric Gobe, l'ensemble des partis politiques « reconnus » et critiques ne représente pas grand-chose. Ettajdid, ancien Parti communiste, le Parti démocrate progressiste (PDP) et le Forum démocratique du travail et des libertés (FDTL Ettakattol) comptent des intellectuels parmi leurs adhérents et ont un ancrage dans la capitale uniquement (pas d'assise populaire, sauf peut-être pour le PDP). Quant au RCD (Rassemblement constitutionnel pour la démocratie), le parti-État, la question va se poser des formes d'épuration à faire parmi les cadres : faire table rase ? Mettre en place une assemblée constituante chargée de jeter les nouvelles bases d'un régime populaire, ou bien conserver les anciennes cadres ?

Quant aux différents « partis faire-valoir » (Parti de l'Union progressiste, etc...) tolérés à côté du RCD pour donner le change, ils vont disparaître.

A la question que posent les journalistes « L'Islam politique constitue-t-il une menace ? Représente-t-il quelque chose dans la société tunisienne ? Que représente Ennahdha ? Que peut-on répondre ?

D'après les observations faites au sein de l'ordre des avocats, les élections étaient libres et les partis politiques s'exprimaient : la gauche et l'extrême gauche ont disparu vers l'année 2000 ; les membres du RCD, dans la logique clientéliste du régime, étaient présents au sein des instances ordinales ; étaient également présents les nationalistes arabes et des héritiers de Ennahdha ; l'avocate qui a obtenu le plus de voix au Conseil de l'ordre

COMPTES RENDUS

en 2010 est liée à Ennahdha, ainsi que le président de la section de Tunis. On peut en déduire qu'en fait, la société tunisienne n'est pas sécularisée. Il y a de la place pour un parti à référent islamique, du genre de l'AKP turc. Aussi, si l'espace politique tunisien s'ouvre, l'Islam politique sera présent et représentera probablement l'une des plus importantes forces politiques du pays.

Amin Allal revient sur les 15 jours passés à Tunis à partir du 13 janvier auprès des jeunes manifestants d'Hammam-Lif (banlieue sud de Tunis) et dans le quartier de Bab Jdid de la médina de Tunis, c'est-à-dire dans deux quartiers populaires de la capitale, l'observation participante du « moment révolutionnaire », des pratiques dans l'espace public qu'il autorise montre l'étendue des changements à l'œuvre. « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier » témoignent ces jeunes devenus plus visibles au cours des affrontements car ils ont conquis un nouveau statut : de voyous, ils sont devenus protecteurs. Ils ont subi l'épreuve du feu puisque ce sont les plus jeunes qui ont lutté contre les forces de l'ordre. Le mot d'ordre est : « Ne pas laisser la police prendre le quartier ». Des scènes de combat ont été filmées pour montrer qu'on en était. On suit des rites funéraires spéciaux (cadavre porté sur les épaules). Après la fuite de Ben Ali, ce sont les jeunes qui assurent la sécurité et déclarent que « la peur a changé de camp » ; puisque ce sont eux maintenant qui contrôlent les policiers, obligés d'obtempérer... Les Comités de sécurité chargés de protéger les quartiers deviennent des Comités de surveillance. Ils se chargent de combattre les forces de l'ordre et de dresser la liste de militants chevronnés du RCD. Au quotidien, le couvre feu n'est pas respecté et un code d'entente s'établit avec l'armée. Mais on se préoccupe aussi de la vie quotidienne : le ramassage des poubelles est organisé et, grâce à ces actions civiques, on peut se demander si on va assister à l'émergence de leaders locaux, qui se comportent, en effet, comme s'ils étaient en campagne électorale.

Jean-Philippe Bras note qu'on assiste à un grand incendie autour duquel s'affairent deux pompiers, le gouvernement et l'armée. La police est hors-jeu dans tout le pays. Le problème du rétablissement de l'ordre est crucial à terme, notamment au regard des enjeux de la transition institutionnelle et du redémarrage de l'économie. Quant au scénario institutionnel, on constate que le climat est particulièrement tendu autour et au sein de la Commission de réforme pour la transition démocratique, présidée par le Doyen Iyadh Ben Achour. On ne peut en principe pas changer la Constitution pendant la période intérimaire, ce qui oblige à commencer par des élections présidentielles, dont la tenue à brève échéance pose de nombreux problèmes. Il faut notamment permettre une structuration préalable des

COMPTE RENDUS

partis politiques et assurer les conditions d'organisation des prochaines élections. I. Ben Achour peut bien déclarer : « nous sommes une commission technique ». Et en effet tous ses membres sont de professeurs d'universités tunisiennes. Il n'en demeure pas moins que la commission joue, de facto, un rôle politique de premier plan, faute d'institution légitime sur laquelle s'adosser. Ainsi, le choix du mode de scrutin pour les élections est crucial car il renvoie à des enjeux considérables.

Nada Auzary-SCHMALTZ

Parutions

Jorge FORJAZ, *Familias portuguesas de Ceuta*, Archivo General de Ceuta, 2011, 457 pages. De 1415 à 1580 Ceuta fait partie du royaume de Portugal. Celui-ci est intégré dans le royaume d'Espagne et, lorsqu'en 1640 les deux royaumes se séparent à nouveau, Ceuta décida de rester espagnole. C'est dire combien l'empreinte portugaise est forte dans l'histoire de la ville. Cet ouvrage, traduit du portugais par les soins des autorités *ceuties*, a permis de mettre en valeur une quantité importante des documents, jusqu'ici inexploités : il s'agit essentiellement des archives de la paroisse *Nuestra Señora de Africa* où des milliers des documents, antérieur au tremblement de terre de Lisbonne (1755) qui détruisit la presque totalité des archives de la ville, ont été exploités et mis en valeur. L'ouvrage permet de découvrir des situations démographiques, nature du peuplement, causes des décès, et même linguistiques (utilisation du portugais dans les registres jusqu'en 1694 ! ; évolutions de l'écriture portugaise et espagnole) surprenantes. Deux parties (noblesse et gens du peuple) inégales en étendue présentent un par un toutes les personnes d'origine portugaise : naissance, baptême, mariage, descendance, mort, dispositions testamentaires, le tout accompagné de longues et fréquentes citations textuelles des archives. Il faut signaler que cette étude a servi de prétexte pour digitaliser le fond documentaire de *Nuestra Señora de Africa*. Le chroniqueur officiel de la ville de Ceuta a qualifié cet œuvre de « nouvelle bible des généalogistes locaux » (p. 13). L'auteur est historien de formation et s'est spécialisé dans les recherches historico-généalogiques.

Rafik BOUKHRIS, *Arabo-sémites. Les origines. Tarîkh al-aqdâm alâ rimâl al-zaman. Livre I : Avant l'histoire*, I.R.A., Tunis, 2011, 680 pages. L'auteur, médecin de formation, avec une carrière et une bibliographie impressionnantes et touchant à des domaines très divers, nous présente ici le premier volume d'une série de quatre qui doivent constituer « une véritable

COMPTES RENDUS

encyclopédie puisqu'elle couvre (tous) les domaines du savoir humain... allant de l'infiniment grand à l'infiniment petit » (prologue). Deux idées maîtresses guident ce travail herculéen : rappeler que le Maghreb-Machrek est berceau de civilisation et permettre à ses actuels habitants de jouer un rôle actif et dignifiant dans l'histoire contemporaine. Le Dr. Boukhris fait également œuvre de militant en s'attaquant aux fondements faussement rationnels et scientifiques du racisme, du sionisme, de l'impérialisme et du colonialisme. 21 chapitres nous conduisent de la création de notre univers aux liens unissant arabo-sémites et berbères. A chaque fois qu'un thème surgit, par exemple, l'apparition de l'*homo sapiens*, l'historien cède la place au neurologue pour décrire l'évolution et le fonctionnement du cerveau. Avec les arabo-sémites on passera successivement de l'archéologie, à la linguistique, à la génétique... Cet enchaînement de styles est déroutant, tellement nous sommes habitués à une lecture linéaire, mais présente l'avantage indéniable de ne pas laisser des sujets sur lesquels il faudrait « revenir plus tard ». Une seule remarque : en s'adressant essentiellement à ses coreligionnaires et à ses concitoyens, en parlant de « notre région », il réduit l'impact de ce qui devrait être une contribution universelle à une humanité plurielle et dont l'avenir est façonné par de multiples contributions.

Dominique AVON, Alain MESSAOUDI (dir.), *De l'Atlas à l'Orient musulman. Contributions en hommage à Daniel Rivet*, Coll. Hommes et sociétés, Karthala, 2011, 311 pages. Lorsqu'il entre en histoire, dans les années 1960, Daniel Rivet découvre un paysage des sciences humaines dominé par le structuralisme et marqué par le marxisme. Il y creuse un sillon original, affranchi des modes et des pressions, contribuant au renouveau d'une histoire du Maghreb, sensible à restituer la complexité d'un passé dont les héritages sont encore aujourd'hui vivants. Ce livre donne un aperçu de son œuvre et de son écho chez ses pairs et ses élèves. Il illustre des perspectives ouvertes entre histoire coloniale, histoire de l'Islam comme civilisation et de l'islam comme religion, et interrogations sur l'écriture de l'histoire. En hommage à l'historien de Lyautey et de l'institution du Protectorat français au Maroc, le Maghreb des XIX^e et XX^e siècles tient ici une place importante. Mais l'environnement culturel arabe invite à porter aussi un regard sur le Proche-Orient. La civilisation et la religion musulmanes y sont envisagées selon une perspective anthropologique qui entend éviter les pièges de l'essentialisation, qu'il s'agisse des espaces et lieux considérés comme sacrés, de la notion d'expatriation ou des rapports entre justice et politique dans l'Islam classique. Cet ouvrage entend développer une réflexion sur l'écriture historique, sa dimension scientifique et littéraire et son aptitude à

COMPTES RENDUS

la polyphonie, hier, au temps de la *Nahda*, et aujourd'hui, quand il s'agit d'aborder les rivages disputés de l'Islam ou du passé colonial.

Christophe PEREIRA, *Le parler arabe de Tripoli (Libye)*, Instituto de estudios islámicos y del oriente próximo, Serie estudios árabes e islámicos, Subserie Estudios de dialectología árabe, Zaragoza, 2010, 548 pages. D'origine portugaise, l'auteur étudiait à l'INALCO de Paris lorsqu'il a commencé à s'intéresser aux parlers arabes de Libye. Le texte que nous avons entre les mains, publié par une institution espagnole, était à l'origine une thèse doctorale. « L'arabe de Tripoli est un parler hybride présentant à la fois des traits propres aux parlers bédouins et des caractéristiques des parlers sédentaires préhilaliens » (p. 499). L'auteur souhaite combler le manque d'études et d'informations scientifiques sur l'arabe parlé en Libye : « le parler arabe de Tripoli est un parler arabe urbain en pleine mutation qu'il est primordial de décrire » (introduction) car les brassages de population, exode rural, l'arrivée d'arabophones égyptiens, moyen-orientaux et africain bouleverse ce qu'on connaissait jusqu'à présent. L'ouvrage se divise en deux parties : une concerne la phonologie, la morphologie et la morphosyntaxe ; l'autre partie concerne l'étude des modalités. L'ensemble des textes et d'exemples est transcrit, nulle trace des caractères arabes dans cet ouvrage. L'actualité de la Libye ne rend que plus crédibles les complications administratives que l'auteur a eu pour obtenir un visa et réaliser une étude de terrain : 10 ans de travail qui auraient pu être, sans nul doute, écourtés.

Ralph HEYNDELS (dir.), *Les Écrivains français et le monde arabe*, Travaux de Littérature, vol. XXIII, Adirel, Genève, 2010, 396 pages. Ce volume, comme celui de 2011 sur « les Amériques », s'inscrit dans la suite du récent colloque de l'ADIREL (Association pour la Diffusion de la Recherche littéraire, mars 2008 en Sorbonne), dont les actes ont constitué le volume XXII de la série des *Travaux de Littérature : La Littérature française au croisement des cultures*. Il explore un champ qui y avait été abordé de manière insuffisante, surtout si l'on considère l'importance de la question arabe – limitée ici, comme il se doit, à ses composantes littéraires – dans le monde moderne. Trois parties regroupent l'ensemble des 30 contributions : I- Émerveillements, échanges et malentendus (12) ; II- Rencontres fascinées, appropriations et conversions (10) ; III- Enjeux poétiques, séductions et représentations (8). Quelques illustrations accompagnent les contributions qui auraient gagnées à utiliser un caractère un peu plus grand.

Louis MASSIGNON, *Badaliya, Au nom de l'autre (1947-1962)*, Présenté et annoté par Maurice Borrman et Françoise Jacquin, Préface du cardinal Jean-Louis Tauran, Coll. Patrimoines-Histoire des religions, Cerf, 2011,

COMPTES RENDUS

400 pages. *Badaliya* signifie « remplacement, échange avec un soldat tiré au sort ». Le mot désigne l'attitude qui consiste à se mettre à la place de l'autre, à donner sa vie pour lui. Cette offrande de soi pour ses frères en Islam, Louis Massignon (1883-1962) en fit l'idéal de toute sa vie. Alors qu'il renaît à la foi chrétienne en Orient, le célèbre orientaliste devint, en 1947, l'inspirateur d'une association de prière aux dimensions internationales, la Badaliya, dont il demeura, jusqu'à sa mort, l'infatigable animateur. Les quinze lettres annuelles et les quatre-vingt-onze convocations mensuelles de la Badaliya constituent autant d'invitations à une véritable d'incarnation dans l'actualité la plus contemporaine. Le contexte dramatique de la décolonisation exige des engagements en faveur d'une « paix sereine entre chrétiens et musulmans ». Diaire incomparable qui permet de suivre les événements et les conflits de l'époque, mais aussi — génie de Massignon — de s'initier à une lecture mystique de l'histoire, ces précieux documents livrent quinze années d'une aventure spirituelle singulière. Encadrés par une longue introduction présentant la genèse du projet, dès 1912, et par des témoignages, ils permettent de saisir la fécondité de cet « esprit de Badaliya ». Des abondantes et longues notes en bas de page permettent de situer chaque texte dans son contexte.

Michel YOUNÈS (dir.), *La Fatwâ en Europe. Droit de minorité et enjeux d'intégration*, PROFAC-CECR, Lyon, 2010, 233 pages. L'effervescence autour des fatwas et des différentes manières de réguler la surabondance des muftis, a incité des islamologues à travailler sur les évolutions internes à l'islam dans le contexte nouveau que lui offre l'Europe, à partir des documents émis par le Conseil Européen de la Fatwa et des Recherches. Quel islam émerge à partir de ces avis juridiques qui ont comme vocation d'orienter les musulmans en Europe ? La pratique culturelle, les interrogations sur la famille, la condition féminine, l'implication dans le processus politique, les problématiques relatives à l'économie, à la finance ou à la bioéthique, ou encore le regard porté sur les non-musulmans, notamment les chrétiens, autant d'aspects d'une brûlante actualité pour l'intégration des musulmans dans les sociétés européennes. Mais aussi, la présence des musulmans en Europe pourrait avoir des conséquences sur la réalité de l'islam dans son ensemble, grâce à la capacité de s'adapter à partir des fondements et des finalités de la Loi. Si le *fiqh* des minorités et/ou la *Sharî'a* de minorité ne sont pas des concepts démographiques mais canoniques, seront-ils en mesure d'ouvrir la voie à une nouvelle approche de la Loi et du droit, quelle que soit la situation numérique en Europe ou ailleurs ? C'est un livre très novateur, appelé à être une référence en la matière, que nous offre le Centre d'Études des Cultures et des Religions (CECR) de la Faculté de théologie de Lyon. Signalons que deux anciens

COMPTES RENDUS

membres de l'IBLA, M. Borrmans et E. Renaud font partie des auteurs, chacun avec deux contributions.

Stéphane PRADINES, *Gedi, une cité portuaire swahilie. Islam médiéval en Afrique orientale*, Institut Français d'Archéologie Orientale, Coll. Archéologie Islamique, Le Caire, 2010, 302 pages. Gedi est une cité médiévale localisée sur les rivages du Kenya actuel, fondée au XI^e et abandonnée au début du XVII^e siècle. À l'instar de Zanzibar et de Kilwa, en Tanzanie, Gedi a joué un rôle essentiel dans les relations maritimes de l'Océan Indien occidental. La ville de Gedi est représentative de la culture swahilie et de l'Islam médiéval en Afrique orientale jusqu'à l'arrivée des Portugais. Dans l'introduction, l'auteur dit : « Cet ouvrage s'engage dans la continuité des travaux engagés par Mark Horton et ses prédécesseurs sur l'urbanisation et l'islamisation en Afrique orientale. Le présent volume décrit les trois missions financées par le ministère des Affaires étrangères français de 2001 à 2003. C'est la première monographie francophone consacrée à l'archéologie de la côte swahilie et sur l'archéologie islamique en Afrique subsaharienne. La fouille archéologique de Gedi était une coopération internationale trilatérale : le ministère des Affaires étrangères en collaboration avec les musées nationaux du Kenya et l'Institut britannique en Afrique Orientale ». Ouvrage de grand format (32 cm x 24,5 cm) illustré en noir et blanc avec des photographies et croquis des excavations.

La Méditerranée du XX^e siècle. Réalités et regards, Instituto Europeo del Mediterraneo-Agencia EFE, 183 pages. Cet ouvrage est en réalité, malgré son grand format (30 cm x 24,5 cm) le catalogue d'une exposition de photographies qui montre, chronologiquement, comment la Méditerranée a été témoin d'une histoire complexe. Alors qu'elle a été présentée par certains comme la frontière la plus marquée de la planète, ses grandes villes portuaires ont été, souvent à leur insu ou de force, actrices dans le maintien et renforcement des liens entre l'orient et l'occident, le nord et le sud. Ses villes et leur arrière pays sont à présent confrontés aux mêmes défis politiques, religieux, écologiques et démographiques. Peu de texte, toujours bilingue (espagnol et français), pour accompagner des superbes images d'EFE, la première agence de presse en espagnol et quatrième au monde.

José CANTAL